

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GURDEBEKE SA (Lihons)

65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : 2025-E20209
Code AIOT : 0005105074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement GURDEBEKE SA (Lihons) implanté Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA (Lihons)
- Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE SA est autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2000 (abrogé par l'arrêté

préfectoral du 27 mars 2006 mentionné ci-dessous) à exploiter notamment un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité de stockage de 40 000 t/an). En outre l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est réglementée notamment par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 27 mars 2006 (capacité de stockage de 90 000 t/an),
- arrêté préfectoral du 9 juin 2009 (modification capacités annuelles de stockage de 2009 à 27/03/2016),
- arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND,
- arrêté préfectoral du 8 août 2018 (autoportant 10 alvéoles),
- arrêté préfectoral du 15 juin 2021,
- arrêté préfectoral du 26 juin 2024 (mise à jour de la situation administrative et modifications des valeurs limite d'émission des rejets atmosphériques).

Le casier 22 est en cours d'exploitation. L'ISDND est autorisée jusqu'en juillet 2026. Une consultation du public par voie électronique a été réalisée durant quinze jours dans le cadre de la demande de la prolongation de la durée d'exploitation de 10 ans et la diminution de 50% de la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats	AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 2	Astreinte	
4	Casier 16	AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 5	Astreinte	
5	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Entretien préventif et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Gestion des biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats	AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 3	Sans objet
3	Contrôle périodique de certaines installations	AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas en totalité l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 octobre 2024. Cet arrêté préfectoral de mise en demeure est maintenu. Suite à la visite d'inspection et la réunion avec l'exploitant le 6 février 2026, un plan d'action de remise en conformité de la gestion des lixiviats a été transmis par l'exploitant le 10 mars 2026. Il demeure non satisfaisant et l'inspection des installations classées propose donc à monsieur le préfet une sanction administrative, à savoir une astreinte journalière.

Le non-respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure est susceptible de constituer un délit. Une information est réalisée au Procureur de la République d'Amiens.

L'exploitant transmettra les demandes de justificatifs et les actions correctives concernant les points de contrôle n° 5, 6 et 7.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur maximale de lixiviats au point bas de chaque casier
Prescription contrôlée : Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'alinéa 5 de l'article 11.1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé qui prévoit notamment que : « Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois

<i>pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé »</i>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a répondu par courrier du 19 décembre 2024. Il précise qu'une fiabilisation des mesures avec des sondes barométriques a été réalisée pour les casiers 16, 17, 18, 19 et 20 en septembre 2024. Il fournit un tableau de suivi des hauteurs pour le mois de décembre 2024.</p> <p>Pour l'année 2024, les hauteurs de lixiviats en point bas des casiers casiers 16, 17, 18 et 19 sont non-conformes. Pour le casier 20, l'exploitant précise " un retrait de la sonde pour repositionnement".</p> <p>Lors de la visite d'inspection, pour l'année 2025, l'exploitant a présenté un tableau de suivi où il réalise toutes les deux semaines les relevés des hauteurs de lixiviats en point bas des casiers 16, 17, 18, 19, 20 et 22. Seules les hauteurs de lixiviats en point bas du casier 17 sont désormais conformes aux attentes réglementaires.</p> <p>L'exploitant ne respecte donc pas la prescription. De plus, il a été constaté la présence de lixiviats au sol dans les futurs casiers 23 et 24 en provenance des casiers 18 et 19. Ces futurs casiers ne disposent pas des protections nécessaires pour prévenir une pollution des sols et des eaux souterraines.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc maintenu. Compte-tenu du non respect de la mise en demeure, l'inspection des installations classées propose une sanction administrative à savoir une astreinte journalière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé qui prévoit notamment que : « <i>Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre. L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants : [...]une échelle par bassin ; une signalisation rappelant les</i></p>

<i>risques et les équipements de sécurité obligatoires. »</i>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a répondu en fournissant des photos concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réalisation de la clôture du bassin 5, • l'affichage des risques de chute et de noyage, • la mise en place de 2 bouées, • la disponibilité d'un gilet de sauvetage dans le local de la chaudière de 1,3 MW, • l'installation de marche/échelle de bassin pour servir de repère visible du volume de réserve des 5 bassins de stockage de lixiviats. <p>Lors de la visite, il a été constaté que ces éléments sont mis en place. Le bassin 2 n'était pas totalement fermé. Le grillage de fermeture était au sol. L'exploitant précise qu'il remettra en place ce grillage.</p> <p><u>Observation : L'exploitant justifiera qu'il a remis en place le grillage du bassin 2.</u></p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle périodique de certaines installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de gestion des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions du II de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé qui prévoit notamment que : « <i>L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;</i> - <i>la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;</i> - <i>dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. »</i>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a répondu par courrier du 19 décembre 2024 qu'il réalise un relevé mensuel de la hauteur de lixiviats dans les 5 bassins de collecte. Il précise qu'il a mis en place un compteur en amont des bassins de collecte des lixiviats.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté ces tableaux comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un relevé toutes les deux semaines de la hauteur des lixiviats dans les casiers 16,17, 18, 19, 20 et 22 ; • un relevé mensuel des hauteurs des bassins de collecte des lixiviats en référence avec le nombre de marche visible. • un relevé mensuel des volumes de lixiviats pompés.

Les volumes des lixiviats stockés du bassin 1 et du bassin 2 sont en baisse sur la période de janvier 2025 à début novembre 2025. Les volumes des lixiviats stockés dans les bassins 3, 4 et 5 sont quasiment toujours les mêmes relevés sur la période de janvier 2025 à début novembre 2025. Les mètres cubes des lixiviats pompés relevés sont en janvier 2025 de 54 m3. En juin 2025, il est relevé 375 m3, puis en août 375 m3 avec l'information HS. En septembre 2025, il est relevé 1949 m3. En octobre 2025 et en septembre 2025, il est relevé 1949 m3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Casier 16

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/10/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Travaux de reprise

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mesures d'urgence du 21 mai 2021 qui prévoit notamment que : « *Les travaux de reprise du casier C16 font l'objet d'un protocole établi par l'exploitant. Ce protocole décrit à minima les éléments suivants :*

1) *Évaluation de l'état général du casier C16, incluant :*

- *l'intégrité du flanc et de la barrière de sécurité active ;*
- *l'estimation de l'étanchéité globale ;*
- *l'évaluation de la hauteur de lixiviats au point bas du fond du casier ;*

2) *Dossier décrivant les solutions techniques à mettre en place pour assurer le pompage des lixiviats du casier. Ce dossier décrira notamment :*

- *les étapes à réaliser pour mettre en œuvre les solutions choisies ;*
- *les éléments mis en place pour garantir le maintien des dispositifs de gestion des lixiviats pendant la durée des travaux ;*
- *les contrôles à réaliser pour s'assurer de la bonne réalisation des travaux.*

Ce protocole sera transmis à l'inspection des installations classées dans les 15 jours qui suivent la signature du présent arrêté.

La réalisation des travaux conformément au protocole susvisé fait l'objet d'un contrôle réalisé par un organisme tiers, indépendant de l'exploitant. Il comprend également les justificatifs de remise en état des zones ayant servi à stocker temporairement les lixiviats (hors casier).

Le rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires de l'exploitant. »

Constats :

L'exploitant a transmis en amont :

- un rapport de février 2016 réalisé par ANTEA GROUP pour la conception du casier 16,
- un rapport d'étude géophysique d'octobre 2023 de INFRANEO pour les casiers 15 et 16 « Mesure de conductivité du sol pour identification de secteurs d'humidité d'une couverture argileuse de 1 mètre »

En conclusion du rapport d'octobre 2023 de INFRANEO, le casier 16 présente de fortes valeurs de conductivité et ce sur la quasi-totalité de la parcelle. Ces anomalies sont observables dès 0,50 m de profondeur et traduisent de potentielles remontées de fluides venant de profondeur jusqu'en proche surface.

Lors de la visite d'inspection de 2025, il a été constaté la présence au sol des lixiviats percolant encore du casier 16 vers le futur casier 21. L'exploitant a aménagé des bassins dans le substrat naturel et il précise qu'il pompe les lixiviats dans ces bassins. Ce futur casier ne dispose pas des protections nécessaires pour prévenir une pollution des sols et des eaux souterraines.

L'exploitant ne respecte pas la prescription compte tenu des constats visuels.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc maintenu. Compte-tenu du non respect de la mise en demeure, l'inspection des installations classées propose une sanction administrative à savoir une astreinte journalière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 5 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;

- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau. Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant précise que l'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionnelles a été mise à jour il y a plus d'un an.
Cette analyse doit être mise à jour.

L'exploitant évoque qu'il va transmettre un porter-à-connaissance en vue d'un déclassement de son installation vis-à-vis de la rubrique n° 2921.

Suite à la visite d'inspection, l'inspection des installations classées précise que dans ce cas, les dispositions applicables ne seraient plus celles de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales des installations relevant de la rubrique n° 2921 sous le régime de l'enregistrement. La société GURDEBEKE, dans le cas d'un dépôt de dossier en ce sens, devra indiquer les éventuels risques inhérents au fonctionnement de l'installation et présenter les mesures envisagées pour les supprimer ou, le cas échéant, les réduire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra l'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionnelles à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse en legionella pneumophila après redémarrage de l'installation

Prescription contrôlée :

c) [...]

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.

Constats :

En amont de la visite d'inspection, il a été relevé dans le portail GIDAF que la ligne 1 de l'installation est à l'arrêt depuis novembre 2022 et la dernière analyse est en date de novembre 2022. Il a été relevé que la ligne 2 est à l'arrêt depuis mars 2025 et la dernière analyse est en date de novembre 2022.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la ligne 1 est en fonctionnement. L'exploitant précise que celle-ci a été redémarrée le 6 octobre 2025. L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse en Legionella pneumophila suite au redémarrage après un arrêt prolongé de la ligne 1.

La ligne 2 a été constatée à l'arrêt.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant transmettra dans GIDAF les résultats des analyses en Legionella pneumophila après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier. L'inspection rappelle que ces analyses doivent être réalisées dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après le redémarrage.

L'exploitant informera par courriel l'inspection des installations classées à chaque redémarrage des installations après un arrêt prolongé ou un redémarrage saisonnier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Gestion des biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.I

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents gazeux
Prescription contrôlée : I. -[...] <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
Constats : <p>En amont de la visite d'inspection, le laboratoire mandaté par la DREAL pour réaliser le contrôle inopiné Air informe le 30 octobre 2025 l'inspection des installations classées que la torchère est à l'arrêt.</p> <p>L'exploitant répond qu'il a constaté le 28 octobre 2025, qu'une partie de la structure haute de la torchère est rougeoyée. Il précise qu'il a laissé la torchère en activité la journée et à l'arrêt la nuit. L'exploitant précise qu'il a transmis un courriel à la société PRODEVAL en charge du suivi de la torchère pour une intervention rapide.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la torchère ne fonctionnait pas mais l'exploitant précise qu'elle est fonctionnelle en cas de surplus de biogaz à torcher. La partie de la structure haute de la torchère a été enlevée.</p> <p>La chaudière de 2,7 MW est à l'arrêt. La chaudière de secours de 1,3 MW est à l'arrêt.</p> <p>Par courriel du 27 novembre 2025, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que les travaux de remise en état de la torchère ont été réalisés et qu'il a remis en fonctionnement la torchère le mercredi 26 novembre.</p> <p>Le biogaz capté n'est pas prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation mais vers un dispositif d'élimination par combustion.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra le planning de remise en service du dispositif de valorisation des biogaz</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois